



Paris, le 20 septembre 2003

Communiqué de presse

ASSURANCE MALADIE: UNE REFORME LIBERALE SUR LES RAILS
(ou d'un système "à chacun selon ses besoins" à un système "chacun selon ses moyens")

Le Premier ministre a installé le haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie. Dès son discours de présentation, les contours de la future réforme sont tracés.

De nombreuses mesures se mettront d'ailleurs en œuvre avec l'application de la loi de financement de la sécurité sociale 2004: augmentation du forfait hospitalier, baisse ou déremboursement de prestations, contrôle accru des arrêts maladie, limitation de l'accès au remboursement à 100%...

Pour le gouvernement, **il ne s'agit plus de réguler l'augmentation des dépenses de santé mais bien de faire sortir du giron public des pans entiers de ces dépenses..** et les augmentations de cotisations aux complémentaires (mutuelles et assurances privées) qui vont avec.

La concertation promise se réduit à peau de chagrin puisqu'il s'agit en fait plus de discuter des moyens d'organiser le co-pilotage public/ privé du système de santé.. En un mot transférer une partie des dépenses de santé vers les complémentaires mutuelles et assurances privées; donc d'une privatisation partielle de l'assurance maladie.

Discrimination en fonction de l'âge, en fonction des moyens financiers, en fonction du "risque" pris (accident lié à la pratique sportive, maladie liée au tabac... par exemple) telles sont les menaces qui pèsent sur notre système.

Au final, nous y serons tous de notre poche et seuls ceux qui en auront les moyens pourront continuer de bénéficier de soins de qualité.

D'ores et déjà l'accès aux soins pour les plus démunis est plus que jamais compromis : la réforme de l'Aide Médicale Etat (AME) prévue dans la loi de finances 2004 empêchera les plus démunis parmi les plus démunis de se soigner.

Si demain, la réforme libérale voulue par Raffarin et le MEDEF se met en place, ce sont les principes de bases de notre Assurance Maladie qui seront mis en cause: solidarité collective, égalité d'accès aux soins.

Pour défendre et améliorer notre sécu, l'Union Fédérale SUD Protection Sociale appelle les assurés sociaux, les salariés de la sécu, les syndicats et association à se mobiliser ensemble pour rejeter cette réforme et pour réfléchir ensemble à l'amélioration d'une sécurité sociale plus solidaire.